

PRÉFECTURE DE L'ISÈRE

DIRECTION DES ACTIONS INTERMINISTÉRIELLES

Bureau de l'Environnement

ARRETE n° 2003- 02133

Portant Déclaration d'Utilité Publique des travaux de prélèvement d'eau
du puits des Vannes dit de Pré Louvat sur la Commune de CHARAVINES
et instituant des périmètres de protection autour du captage.

LE PREFET DE L'ISERE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite,

- VU le Code de la Santé Publique, notamment les articles L. 1321-1, L. 1321-2, L. 1324-3 et L. 1324-4,
- VU le Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le Code de l'Expropriation pour cause d'utilité publique,
- VU le Code de l'Environnement tel qu'il résulte de l'ordonnance n° 2000-914 du 18 Septembre 2000, et notamment les articles L. 214-1 à L. 214-11 et L. 215-13,
- VU la loi n° 92-3 sur l'eau du 3 Janvier 1992 modifiée,
- VU le décret n° 67.1094 du 15 Décembre 1967 sanctionnant les infractions à la loi n° 64.1245 modifiée,
- VU le décret n° 2001-1220 du 20 Décembre 2001, relatif aux eaux destinées à la consommation humaine, à l'exclusion des eaux minérales naturelles,
- VU le décret n° 93.742 du 29 Mars 1993 modifié, relatif aux procédures d'autorisation et de déclaration, en application de l'article 10 de la loi n° 92-3,
- VU le décret n° 93.743 du 29 Mars 1993 modifié, relatif à la nomenclature des opérations soumises à autorisation ou à déclaration en application de l'article 10 de la loi n° 92-3 sur l'eau,
- VU l'arrêté du 26 Juillet 2002 relatif à la constitution des dossiers mentionnés aux articles 5, 10, 28 et 44 du décret n° 2001-1220 précité,

././.

VU les circulaires des 24 Juillet 1990 et 2 Janvier 1997, relatives à la mise en place des périmètres de protection des points de prélèvement d'eau,

VU les délibérations du Conseil Municipal en dates du 22 Mai 1995 et 4 Août 2000 par lesquelles la Commune de CHARAVINES :

. DEMANDE l'ouverture de l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique des travaux de protection du puits des Vannes, situé sur son territoire, anciennement dénommé "de Pré Louvat",

. PREND l'engagement d'indemniser les usiniers, irrigants et autres usagers des eaux de tous les dommages qu'ils pourraient prouver leur avoir été causés par la dérivation des eaux,

VU l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène en date du 3 Octobre 2002,

VU le Règlement Sanitaire Départemental,

VU le dossier des enquêtes conjointes préalable à la déclaration d'utilité publique et parcellaire auxquelles il a été procédé du 15 Avril 2002 au 30 Avril 2002 inclus conformément à l'arrêté préfectoral n° 2002-2539 du 22 Mars 2002 dans la Commune de CHARAVINES,

VU les justifications de la publicité des enquêtes dans la presse, notamment les numéros du Dauphiné Libéré des 5 et 19 Avril 2002 et les numéros des Affiches de Grenoble et du Dauphiné des 5 et 19 Avril 2002,

VU l'avis du Commissaire-enquêteur en date du 20 Juin 2002,

CONSIDERANT que la dérivation des eaux souterraines recueillies au puits des Vannes est soumise à autorisation par acte déclarant d'utilité publique les travaux, en application de l'article L. 215.13 du Code de l'Environnement ;

CONSIDERANT que l'utilisation d'eau prélevée dans le milieu naturel en vue de la consommation humaine par une personne publique est soumise à autorisation au titre de l'article 5 du Décret n° 2001.1220 sus-visé ;

CONSIDERANT qu'en application de l'article 6-II du Décret n° 2001.1220 précité, la demande d'autorisation déposée au titre de l'article 5 du même texte tient lieu de déclaration au titre de l'article L. 214.1 du Code de l'Environnement ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture,

ARRÊTE

UTILITE PUBLIQUE

ARTICLE PREMIER - Sont déclarés d'utilité publique, les travaux de prélèvement d'eau du puits des Vannes, destinés à l'alimentation en eau potable de la Commune de CHARAVINES, ainsi que la création des périmètres de protections immédiate, rapprochée et éloignée autour de ce captage.

... / ...

AUTORISATION de DERIVATION

ARTICLE DEUX - La Commune de CHARAVINES est autorisée à dériver les eaux souterraines recueillies au puits des Vannes situé sur son territoire.

CONDITIONS D'EXPLOITATION et DEBIT AUTORISE

ARTICLE TROIS - La Commune de CHARAVINES est autorisée à prélever un débit maximum de 40 m³/h et 400 m³/ j au puits des Vannes, sous réserve de l'établissement d'un plan de secours comme précisé à l'article QUINZE ci-après.

L'exploitation du captage des Vannes par la Commune de CHARAVINES fera l'objet, à l'issue d'une période de dix ans, d'une évaluation au vu notamment de la surveillance analytique réalisée et des études de sécurité de l'alimentation engagées.

Si le Préfet estime que la distribution de l'eau constitue un risque pour la santé des personnes, il demandera à la commune de Charavines de restreindre voire d'interrompre la distribution, ou de prendre toute autre mesure nécessaire pour protéger la santé des personnes.

Au cas où la salubrité, l'alimentation publique, la satisfaction des besoins domestiques ou l'utilisation générale des eaux seraient compromises par les travaux, la Commune de CHARAVINES devra restituer l'eau nécessaire à la sauvegarde de ces intérêts généraux, dans les conditions qui seront fixées par le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt dans le cadre des dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

INDEMNISATION d'EVENTUELS DOMMAGES

ARTICLE QUATRE - Conformément à l'engagement pris par le Conseil Municipal dans ses séances du 22 Mai 1995 et 4 Août 2000, la Commune de CHARAVINES devra indemniser les usiniers, irrigants et autres usagers des eaux de tous les dommages qu'ils pourront prouver leur avoir été causés par la dérivation des eaux.

MESURES de CONTRÔLE

ARTICLE CINQ - Les dispositions prévues pour que le prélèvement ne puisse dépasser le débit et le volume journalier autorisés ainsi que les appareils de contrôle nécessaires, incluant le contrôle du débit réservé, devront être soumis par la Commune de CHARAVINES à l'agrément du Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt.

ETABLISSEMENT des PERIMETRES de PROTECTION des CAPTAGES

ARTICLE SIX - Il est établi des périmètres de protection immédiate, rapprochée et éloignée autour du puits des Vannes. Ces périmètres s'étendent conformément aux indications des plans parcellaire au 1/2 000^e annexé au présent arrêté et incluent les parcelles énumérées ci-après.

Périmètre de protection immédiate :

Commune de CHARAVINES - Section AE -

- Parcelles n° 326 et 329, pour partie.

... / ...

Périmètre de protection rapprochée :

Commune de CHARAVINES - Section AE -

- Parcelle n° 145 pour partie,
- Parcelles n° 191 à 193, 246, 324, 325, 327, 328, toutes en totalité,
- Parcelles n° 326 et 329, pour partie.

Périmètre de protection éloignée :

Ce périmètre comprend la partie de la Commune de CHARAVINES, sections AC et AE, délimitée sur le plan.

nb : ces périmètres comprennent en outre les emprises des voiries, canaux et cours d'eau (la Fure) existants.

PRESCRIPTIONS

ARTICLE SEPT -

I - PÉRIMÈTRE de PROTECTION IMMÉDIATE

Les terrains inclus dans le périmètre de protection immédiate du puits des Vannes devront être acquis en pleine propriété par la Commune de CHARAVINES.

Compte tenu du contexte particulier du périmètre, la clôture pourra être constituée par une murette d'au moins 30 cm de haut et 15 cm de large complétée par un aménagement paysager (type jardinière, ...).

A l'intérieur de ce périmètre, sont strictement interdits toutes activités, installations et dépôts, à l'exception des activités d'exploitation et de contrôle des points d'eau. Un entretien régulier en sera assuré.

Les travaux suivants devront être réalisés :

La surface comprise à l'intérieur du périmètre de protection sera rendue totalement étanche afin d'éviter toute infiltration vers le puits.

Les eaux de ruissellement devront être évacuées hors du périmètre.

II - PÉRIMÈTRE de PROTECTION RAPPROCHÉE

A l'intérieur du périmètre de protection rapprochée sont interdits :

- 1 - toute nouvelle construction, superficielle ou souterraine.**

Peuvent néanmoins être autorisés :

- . les bâtiments liés à l'exploitation du réseau d'eau,

- . la reconstruction à l'identique en cas de sinistre sans changement de destination,
- . l'extension de moins de 30 m² des bâtiments d'habitation jusqu'à un plafond de 150 m² de S.H.O.N.,
- . les constructions sur les parcelles n° 192, 193, 246, 324, à la condition qu'elles ne comportent pas de parties en dessous du sol naturel, qu'elles soient raccordées au réseau d'assainissement, que leur mode de chauffage exclue le fioul domestique.

2 - les rejets d'eaux usées d'origine domestique, industrielle ou agricole,

Les constructions présentes sur le périmètre devront être raccordées au réseau d'assainissement.

3 - la pose de canalisations de transport d'eaux usées et de tout produit susceptible d'altérer la qualité des eaux, hormis les travaux de renouvellement des conduites et les travaux de raccordement prévus au paragraphe "1 et 2",

Les travaux visés ci-dessus, permettant d'assurer la protection du point d'eau, sont autorisés sous réserve de l'utilisation de canalisations en fonte à joints et regards étanches et de la réalisation d'un test d'étanchéité initial, à la charge du maître d'ouvrage du réseau.

Les canalisations existantes devront faire l'objet d'une surveillance renforcée : test d'étanchéité tous les deux ans à la charge de la Collectivité.

4 - les stockages, même temporaires de tous produits susceptibles de polluer les eaux : produits chimiques (fuel), fermentescibles (fumier, lisier),

Les stockages de fuel existants seront mis en conformité avec la réglementation en vigueur : double paroi étanche ou cuvette de rétention d'une capacité supérieure au volume de stockage. Aucun nouveau stockage n'est autorisé dans ce périmètre.

5 - les dépôts de déchets de tous types (organiques, chimiques, radioactifs,), y compris les déchets inertes,

6 - les aires de camping, ainsi que le camping sauvage,

7 - les affouillements et extractions de matériaux du sol et du sous-sol, ainsi que le renouvellement ou l'extension de carrières,

8 - la création de voiries et parkings, ainsi que l'infiltration d'eaux de ruissellement issues d'aires imperméables,

Le stationnement sur le parking existant sur les parcelles n° 326 et n° 329 est toléré dans la mesure où son étanchéité sera régulièrement entretenue. L'entretien des véhicules et notamment la vidange des moteurs est interdite sur ce parking.

9 - tout nouveau prélèvement d'eau par pompage,

Les prélèvements existants devront être mis en conformité.

.../...

10 - le pacage,

11 - Le breuvage du bétail directement à un point d'eau naturel, les abreuvoirs, les aires d'affouragement destinées au bétail et toute zone de concentration du bétail favorisant le lessivage des déjections,

12 - l'épandage de lisiers, purins, boues de stations d'épuration, fumiers, engrais chimiques, produits phytosanitaires,

L'utilisation de produits phytosanitaires à faible pouvoir rémanent sera limité au strict nécessaire pour l'entretien des jardins et pelouses.

13 - les préparations, rinçages, vidanges de produits phytosanitaires et de tout produit polluant, ainsi que l'abandon des emballages,

- **et tout fait susceptible de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité de l'eau.**

III - PÉRIMÈTRE de PROTECTION ELOIGNEE

Dans le périmètre de protection éloignée, en complément des réglementations générales, les activités suivantes sont réglementées :

1 - les nouvelles constructions ne pourront être autorisées que si les eaux usées sont évacuées :

- . par un réseau d'assainissement,
- . à l'aide d'un assainissement individuel conforme à la réglementation en vigueur, après étude géologique et avis de la DDASS.

Un contrôle des travaux avant recouvrement sera assuré par la Collectivité avec l'aide technique éventuelle de la DDASS.

Les constructions existantes desservies par un réseau d'assainissement devront s'y raccorder. En l'absence de collecteur, les installations d'assainissement seront mises en conformité, après contrôle de la Collectivité, avec l'aide technique éventuelle de la DDASS. Elles devront se raccorder au réseau d'assainissement dès sa réalisation.

2 - la création de bâtiments liés à une activité agricole fera l'objet d'une étude préalable de l'impact sur le point d'eau,

Les activités existantes liées aux bâtiments agricoles seront mises en conformité avec la réglementation en vigueur.

3 - les canalisations d'eaux usées et de tout produit susceptible d'altérer la qualité des eaux devront être étanches. Un test d'étanchéité initial sera réalisé et reconduit tous les CINQ ANS à la charge du maître d'ouvrage du réseau si ce dernier est postérieur au présent arrêté,

Les stations de relevage ou de refoulement d'eaux usées seront équipées :

- ⇒ d'une bache-tampon capable de stocker une surverse de 48 H en cas d'arrêt des pompes;
- ⇒ d'un dispositif de télé-alarme.

- 4 - **les stockages** même temporaires de tout produit susceptible d'altérer la qualité des eaux, ne pourront être autorisés qu'en fonction d'une étude d'impact vis à vis de la ressource en eau, excepté pour les stockages de fuel à usage familial, qui devront être conformes à la réglementation en vigueur (double paroi ou cuvette de rétention), et non enfouis,

Les stockages existants seront mis en conformité.

- 5 - **les projets d'activités** soumises à la réglementation des Installations Classées, autres que les dépôts de déchets, feront l'objet d'une étude d'impact et de dangers vis-à-vis de la ressource, préalablement à l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène,

Les activités existantes seront mises en conformité avec la réglementation en vigueur.

- 6 - **les nouveaux prélèvements d'eau par pompage** seront soumis à l'autorisation de la DDASS. Les prélèvements existants devront être mis en conformité,

- 7 - **les dépôts de déchets de tous types** (organiques, chimiques, radioactifs,), y compris les déchets inertes, ne pourront être autorisés que :

s'ils ne sont pas soumis à la réglementation des Installations Classées,
après étude de l'impact sur le point d'eau et avis du Conseil Départemental d'Hygiène et sous réserve du respect de ses conclusions,

- 8 - **l'utilisation de produits phytosanitaires** est autorisée sous réserve que les préparations et rinçages soient réalisés hors des périmètres de protection ou dans des lieux spécialement équipés,

- 9 - **l'épandage de fertilisant organiques** est autorisé, à l'exception des boues de stations d'épuration, sous réserve de ne pas excéder une dose annuelle de 170 kg d'azote à l'hectare.

- 10 - **les zones de concentration du bétail** devront être aménagées afin d'éviter le lessivage des déjections (aménagement des abreuvoirs, éloignement des zones de couche du milieu hydraulique superficiel).

IV - DISPOSITIONS GENERALES APPLICABLES à l'ENSEMBLE des PERIMETRES de PROTECTION

Les tests d'étanchéité des canalisations, fosses et aires prévus ci-dessus seront réalisés dans les règles de l'art et le compte rendu transmis à la DDASS par la collectivité.

Les propriétaires ou exploitants des terrains sur lesquels certains équipements font l'objet de contrôles, travaux ou entretien devront faciliter l'accès du Service des Eaux à ces équipements.

DELAIS

ARTICLE HUIT - Les installations, activités, et dépôts existants à la date du présent arrêté devront satisfaire aux obligations de l'article SEPT dans un délai maximal de DEUX ANS.

... / ...

**REGLEMENTATION des ACTIVITES, INSTALLATIONS et DEPOTS dont
LA CREATION ou LA MODIFICATION est POSTERIEURE au PRESENT ARRÊTE**

ARTICLE NEUF - Postérieurement à l'application du présent arrêté, tout propriétaire d'une activité, installation ou dépôt réglementé qui voudrait y apporter une quelconque modification, devra faire connaître son intention à l'administration concernée (Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales).

Il devra préciser les caractéristiques de son projet et notamment celles qui risquent de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité de l'eau ainsi que les dispositions prévues pour parer aux risques précités.

Il aura à fournir tous les renseignements complémentaires susceptibles de lui être demandés. L'enquête hydrogéologique éventuellement prescrite sera effectuée aux frais du pétitionnaire par un géologue agréé en matière d'hygiène publique.

REALISATION des AMENAGEMENTS du PPI

ARTICLE DIX - Après leur acquisition en pleine propriété par la Commune de CHARAVINES, les terrains du périmètre de protection immédiate seront aménagés comme prescrit à l'article SEPT, I ci-dessus à sa diligence et à ses frais. Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales fera dresser un procès-verbal constatant la réalisation de ces aménagements.

ACQUISITIONS

ARTICLE ONZE - La Commune de CHARAVINES est autorisée à acquérir, soit à l'amiable, soit par voie d'expropriation en vertu du Code de l'Expropriation pour cause d'utilité publique, les terrains nécessaires à l'établissement du périmètre de protection immédiate, qui ne seraient pas déjà sa propriété.

Ces acquisitions devront être réalisées, le cas échéant, dans un délai maximal de CINQ ANS à compter de la date du présent arrêté.

PUBLICITE FONCIERE ET INFORMATION DES PROPRIETAIRES

ARTICLE DOUZE - Les servitudes instituées dans le périmètre de protection rapprochée du point de prélèvement d'eau seront soumises aux formalités de la publicité foncière par publication du présent arrêté à la Conservation des Hypothèques.

Une notification individuelle du présent arrêté sera faite aux propriétaires des terrains compris dans le périmètre de protection rapprochée.

Le Maire de CHARAVINES est chargé d'effectuer ces formalités.

CONTRÔLE de LA QUALITE des EAUX et du TRAITEMENT

ARTICLE TREIZE - Les eaux devront répondre aux conditions exigées par le Code de la Santé Publique : le contrôle de leur qualité sera assuré par la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales.

... / ...

Compte tenu de la situation sanitaire de l'ouvrage, un suivi renforcé de la qualité est instauré. Il comprendra une analyse annuelle de type P2 telle que définie par l'annexe II du décret n° 2001-1220 du 20 décembre 2001, ainsi qu'une recherche trimestrielle des hydrocarbures dissous. Ces analyses seront intégrées au programme réalisé au titre du contrôle sanitaire.

Compte tenu de la qualité des eaux brutes prélevées, définie par les analyses et études figurant au dossier d'enquête, le traitement de potabilisation de ces eaux comporte : une désinfection au chlore gazeux.

Tout projet de modification de la filière de traitement existante ou des produits utilisés devra faire l'objet d'une demande d'autorisation préalable auprès du Préfet de l'Isère.

PLAN de SECOURS

ARTICLE QUATORZE – La Commune de CHARAVINES devra réaliser dans un délai de DEUX ANS, un plan de secours décrivant les mesures mises en œuvre en cas de rupture de l'alimentation ou de pollution de la ressource.

DELAIS et VOIES de RECOURS

ARTICLE QUINZE - Conformément aux dispositions des articles L 214-10 et L.514-6 du Code de l'Environnement, le présent arrêté peut être contesté devant le Tribunal Administratif de GRENOBLE.

Les délais de recours sont les suivants :

- pour le demandeur : DEUX MOIS à compter de sa notification,
- pour les tiers : QUATRE ANS à compter de la publication au recueil des actes administratifs de la Préfecture de l'Isère.

MESURES EXECUTOIRES

ARTICLE SEIZE - Le Sous-Préfet de LA TOUR DU PIN, le Maire de CHARAVINES, le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales, le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée au Directeur Régional de l'Industrie de la Recherche et de l'Environnement et au Directeur Départemental de l'Équipement.

Cet arrêté sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de l'Isère.

GRENOBLE, le 24 février 2003

Pour ampliation
L'attachée, chef de bureau

Fabienne GUITARD

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation
Le Secrétaire Général
Signé Dominique BLAIS



Commune de **CHARAVINES**

Protection de point d'eau potable
Mise en conformité de captage

Puits des Vannes
PLAN PARCELLAIRE
Echelle 1/2000

Périmètre de protection immédiate : ————
Périmètre de Protection Rapprochée : - - - - -
Périmètre de Protection Éloignée :
Limite de Section : ————

Vu pour être annexé à mon
arrêté n° 2003-2133
Le 24 FEV. 2003,

GRENOBLE, le
Pour le Préfet,
et par délégation
Le Chef de Bureau,

Fabienne GUITARD



Agence Jean Pol Vilmin

Conseil en procédures
Eau et Environnement
technicien géomètre

38170 Seyssinet Pariset

PRÉFECTURE DE L'ISÈRE

Direction des Actions Interministérielles

Bureau de l'Environnement

ARRETE n° 2003-01954

Portant Déclaration d'Utilité Publique des travaux de prélèvement d'eau du Forage du GUILLERMET
dit "du Furens" sur la commune de CHARAVINES et instituant autour du captage
des Périmètres de Protection avec extension sur la Commune d'APPRIEU

LE PRÉFET DE L'ISÈRE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite,

- VU le Code de la Santé Publique, notamment les articles L. 1321-1, L. 1321-2, L. 1324-3 et L. 1324-4,
- VU le Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le Code de l'Expropriation pour cause d'utilité publique,
- VU le Code de l'Environnement tel qu'il résulte de l'ordonnance n° 2000-914 du 18 Septembre 2000, et notamment les articles L. 214-1 à L. 214-11 et L. 215-13,
- VU la loi n° 92-3 sur l'eau du 3 Janvier 1992 modifiée,
- VU le décret n° 67.1094 du 15 Décembre 1967 sanctionnant les infractions à la loi n° 64.1245 modifiée,
- VU le décret n° 2001-1220 du 20 Décembre 2001, relatif aux eaux destinées à la consommation humaine, à l'exclusion des eaux minérales naturelles,
- VU le décret n° 93.742 du 29 Mars 1993 modifié, relatif aux procédures d'autorisation et de déclaration, en application de l'article 10 de la loi n° 92-3,
- VU le décret n° 93.743 du 29 Mars 1993 modifié, relatif à la nomenclature des opérations soumises à autorisation ou à déclaration en application de l'article 10 de la loi n° 92-3 sur l'eau,
- VU l'arrêté du 26 Juillet 2002 relatif à la constitution des dossiers mentionnés aux articles 5, 10, 28 et 44 du décret n° 2001-1220 précité,
- VU les circulaires des 24 Juillet 1990 et 2 Janvier 1997, relatives à la mise en place des périmètres de protection des points de prélèvement d'eau,
- VU les délibérations du Conseil Municipal en dates des 22 Mai 1995 et 4 Août 2000 par lesquelles la Commune de CHARAVINES :

. DEMANDE l'ouverture de l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique des travaux de protection du forage du Guillemet, situé sur son territoire, anciennement dénommé "captage de Furens",

... / ...

. PREND l'engagement d'indemniser les usiniers, irrigants et autres usagers des eaux de tous les dommages qu'ils pourraient prouver leur avoir été causés par la dérivation des eaux,

VU la lettre du 23 septembre 2002 invitant le pétitionnaire à être entendu par le Conseil Départemental d'Hygiène et lui communiquant le projet d'arrêté statuant sur sa demande ;

VU l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène en date du 3 Octobre 2002,

VU le Règlement Sanitaire Départemental,

VU le dossier des enquêtes conjointes préalable à la déclaration d'utilité publique et parcellaire auxquelles il a été procédé du 15 Avril 2002 au 30 Avril 2002 inclus conformément à l'arrêté préfectoral n° 2002-2539 du 22 Mars 2002 dans la Commune de CHARAVINES,

VU les justifications de la publicité des enquêtes dans la presse, notamment les numéros du Dauphiné Libéré des 5 et 19 Avril 2002 et les numéros des Affiches de Grenoble et du Dauphiné des 5 et 19 Avril 2002,

VU l'avis du Commissaire-enquêteur en date du 20 Juin 2002,

CONSIDERANT que la dérivation des eaux souterraines prélevées au captage de Guillemet est soumise à autorisation par acte déclarant d'utilité publique les travaux, en application de l'article L 215.13 du code de l'Environnement ,

CONSIDERANT que l'utilisation d'eau prélevée dans le milieu naturel en vue de la consommation humaine par une personne publique est soumise à autorisation au titre de l'article 5 du décret n° 2001-12220 sus-visé,

CONSIDERANT qu'en application de l'article 6-11 du décret n°2001-1220 précité, la demande d'autorisation déposée au titre de l'article 5 du même texte tient lieu de déclaration au titre de l'article L 241-1 du code de l'environnement,

SUR proposition de Monsieur le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,

ARRÊTE

UTILITE PUBLIQUE

ARTICLE PREMIER - Sont déclarés d'utilité publique, les travaux de prélèvement d'eau du forage du Guillemet, destinés à l'alimentation en eau potable de la Commune de CHARAVINES, ainsi que la création des périmètres de protections immédiate, rapprochée et éloignée autour de ce captage.

AUTORISATION de DERIVATION

ARTICLE DEUX - La Commune de CHARAVINES est autorisée à dériver les eaux souterraines recueillies au puits du Guillemet situé sur son territoire.

../..

DEBIT AUTORISE

ARTICLE TROIS - La Commune de CHARAVINES est autorisée à prélever un débit maximum de 40 m³/h et 400 m³/j du forage du Guillemet.

Au cas où la salubrité, l'alimentation publique, la satisfaction des besoins domestiques ou l'utilisation générale des eaux seraient compromises par les travaux, la Commune de CHARAVINES devra restituer l'eau nécessaire à la sauvegarde de ces intérêts généraux, dans les conditions qui seront fixées par le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt dans le cadre des dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

INDEMNISATION d'EVENTUELS DOMMAGES

ARTICLE QUATRE - Conformément à l'engagement pris par le Conseil Municipal dans ses séances du 22 Mai 1995 et 4 Août 2000, la Commune de CHARAVINES devra indemniser les usiniers, irrigants et autres usagers des eaux de tous les dommages qu'ils pourroient prouver leur avoir été causés par la dérivation des eaux.

MESURES de CONTRÔLE

ARTICLE CINQ - Les dispositions prévues pour que le prélèvement ne puisse dépasser le débit et le volume journalier autorisés ainsi que les appareils de contrôle nécessaires, incluant le contrôle du débit réservé, devront être soumis par la Commune de CHARAVINES à l'agrément du Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt.

ETABLISSEMENT des PERIMETRES de PROTECTION des CAPTAGES

ARTICLE SIX - Il est établi des périmètres de protection immédiate, rapprochée et éloignée autour du forage du Guillemet. Ces périmètres s'étendent conformément aux indications des plans parcellaire au 1/2 500^e annexé au présent arrêté et incluent les parcelles énumérées ci-après.

Périmètre de protection immédiate :

Commune de CHARAVINES - Section AO -

- Parcelle n° 76, pour partie.

Périmètre de protection rapprochée :

Commune de CHARAVINES - Section AO -

- Parcelles n° 75, 76 et 77, pour partie.

Commune de CHARAVINES - Section AP -

- Parcelles n° 71 et 72, en totalité.

Périmètre de protection éloignée :

Ce périmètre s'étend sur une partie du territoire de la Commune de CHARAVINES, sections AO et AP, ainsi que sur une partie de la section AH de la Commune d'APPRIEU.

nb : le lit de la rivière la Fure est inclus dans ces périmètres au droit des parcelles ou secteurs ci-dessus définis de même que l'emprise du canal usinier des Forges de Bonpertuis et celle des voiries existantes : Route Départementale n° 50 et chemins ruraux.

PRESCRIPTIONS

ARTICLE SEPT -

I - PÉRIMÈTRE de PROTECTION IMMÉDIATE

Les terrains inclus dans le périmètre de protection immédiate du forage du Guillermet devront être acquis en pleine propriété par la Commune de CHARAVINES et solidement clôturés. La clôture comportera un portail fermant à clé.

Compte tenu de l'enclavement de ces terrains, un chemin de desserte aboutissant à ce portail sera établi pour permettre aux engins d'entretien et autres véhicules autorisés d'accéder aux installations de captage. Cet accès sera créé par tout moyen légal à la convenance du maître d'ouvrage : acquisition d'emprise ou bien servitude de passage instituée ou étendue à son profit, selon le tracé de principe figurant sur le plan parcellaire annexé au présent arrêté.

A l'intérieur de ce périmètre, sont strictement interdits toutes activités, installations et dépôts, à l'exception des activités d'exploitation et de contrôle des points d'eau. Un entretien régulier sera assuré (fauchage, débroussaillage ...), à l'exclusion du désherbage chimique.

A l'intérieur des périmètres de protection immédiate les travaux suivants devront être réalisés :

- . clôture du périmètre immédiat,
- . réalisation d'un merlon de protection le long de la Fure.

II - PÉRIMÈTRE de PROTECTION RAPPROCHÉE

A l'intérieur du périmètre de protection rapprochée sont interdits :

- 1 - toute nouvelle construction, superficielle ou souterraine.**

Peuvent néanmoins être autorisés :

- . les bâtiments liés à l'exploitation du réseau d'eau,

- 2 - les rejets d'eaux usées d'origine domestique, industrielle ou agricole,**

- 3 - la pose de canalisations de transport d'eaux usées et de tout produit susceptible d'altérer la qualité des eaux,
- 4 - les stockages, même temporaires de tous produits susceptibles de polluer les eaux : produits chimiques (fuel), fermentescibles (fumier, lisier),
- 5 - les dépôts de déchets de tous types (organiques, chimiques, radioactifs,), y compris les déchets inertes,
- 6 - les aires de camping, ainsi que le camping sauvage,
- 7 - les affouillements et extractions de matériaux du sol et du sous-sol, ainsi que le renouvellement ou l'extension de carrières,
- 8 - la création de voiries et parkings, ainsi que l'infiltration d'eaux de ruissellement issues d'aires imperméables,
- 9 - tout nouveau prélèvement d'eau par pompage,
- 10 - l'abreuvement du bétail directement à un point d'eau naturel, les abreuvoirs, les aires d'affouragement destinées au bétail et toute zone de concentration du bétail favorisant le lessivage des déjections,
- 11 - l'épandage de lisiers, purins, boues de stations d'épuration
- 12 - les préparations, rinçages, vidanges de produits phytosanitaires et de tout produit polluant, ainsi que l'abandon des emballages,
- 13 - le changement de destination des bois et zones naturelles,
- 14 - le retournement des prairies naturelles,
- et tout fait susceptible de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité de l'eau.

A l'intérieur du périmètre de protection rapprochée sont réglementés :

- 15 - le pacage du bétail, dont la charge ne devra pas dépasser :
 - 1 Unité de Gros Bétail (U.G.B) par hectare en moyenne annuelle,
 - 3 Unités de Gros Bétail (U.G.B) par hectare en charge instantanée,
- 16 - l'apport de fertilisants organiques, hormis ceux interdits à l'alinéa "11" ci-dessus, dont la dose annuelle ne devra pas dépasser 170 kg d'azote à l'hectare,
- 17 - l'utilisation de fertilisants et produits phytosanitaires devra respecter le Code des Bonnes Pratiques Agricoles en vigueur.

III - PÉRIMÈTRE de PROTECTION ELOIGNEE

Dans le périmètre de protection éloignée, en complément des réglementations générales citées aux "visants", les activités suivantes sont ainsi réglementées :

- 1 - **les nouvelles constructions** ne pourront être autorisées que si les eaux usées sont évacuées :

- . par un réseau d'assainissement,
- . à l'aide d'un assainissement individuel conforme à la réglementation en vigueur, après étude géologique et avis de la DDASS.

Un contrôle des travaux avant recouvrement sera assuré par la Collectivité avec l'aide technique éventuelle de la DDASS.

Les constructions existantes desservies par un réseau d'assainissement devront s'y raccorder. En l'absence de collecteur, les installations d'assainissement seront mises en conformité, après contrôle de la Collectivité, avec l'aide technique éventuelle de la DDASS. Elles devront se raccorder au réseau d'assainissement dès sa réalisation.

- 2- **la création de bâtiments liés à une activité** agricole fera l'objet d'une étude préalable de l'impact sur le point d'eau,

Les activités existantes liées aux bâtiments agricoles seront mises en conformité avec la réglementation en vigueur.

- 3 - **les canalisations d'eaux usées et de tout produit** susceptible d'altérer la qualité des eaux devront être étanches. Un test d'étanchéité initial sera réalisé et reconduit tous les CINQ ANS à la charge du maître d'ouvrage du réseau si ce dernier est postérieur au présent arrêté,

Les stations de relevage ou de refoulement d'eaux usées seront équipées :

- ⇒ d'une bache-tampon capable de stocker une surverse de 48 H en cas d'arrêt des pompes;
- ⇒ d'un dispositif de télé-alarme.

- 4 - **les stockages** même temporaires de tout produit susceptible d'altérer la qualité des eaux, ne pourront être autorisés qu'en fonction d'une étude d'impact vis à vis de la ressource en eau, excepté pour les stockages de fuel à usage familial, qui devront être conformes à la réglementation en vigueur (double paroi ou cuvette de rétention), et non enfouis,

- 5 - **les projets d'activités** soumises à la réglementation des Installations Classées, autres que les dépôts de déchets, feront l'objet d'une étude d'impact et de dangers vis-à-vis de la ressource, préalablement à l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène,

Les activités existantes seront mises en conformité avec la réglementation en vigueur.

Prescriptions relatives à la Société ARJO WIGGINS :

- le bassin tampon de la papeterie devra être rigoureusement étanche et conçu de façon à éviter tout débordement vers la Fure. La partie des bassins situés en périmètre rapproché sera entièrement réhabilitée,
- les rejets de la station d'épuration à la Fure devront être régulièrement contrôlés,
- les stockages, mêmes temporaires, de tous produits susceptibles de polluer les eaux devront être effectués sur aire étanche. Le lieu, la nature et la quantité des produits devront faire l'objet d'un inventaire régulier et toutes précautions seront prises pour éviter les risques de pollution,
- tout dysfonctionnement dans la chaîne de traitement des eaux et plus généralement tout incident susceptible d'entraîner des rejets à la Fure ou dans le sol devra être rapidement signalé à l'administration et à l'exploitant du réseau,
- le plan d'intervention de la société devra intégrer la présence du captage AEP à son aval immédiat, tant en matière d'alerte que de mesures conservatoires.

6 - La création de carrière pourra être autorisée sous réserve :

- . d'une étude piézométrique préalable portant sur une année (ou d'une étude de l'impact sur le point d'eau),
- . d'une extraction hors nappe avec maintien d'une épaisseur minimale de 3 m au dessus du niveau des plus hautes eaux. Les contrôles s'effectueront sur piézomètres,
- . de limiter les stockages d'hydrocarbures à 5 000 l par site,
- . de limiter le remblaiement aux stériles de l'exploitation,
- . d'interdire l'accès à l'aide de clôtures et merlons en bordure de voirie.

7 - les nouveaux prélèvements d'eau par pompage seront soumis à l'autorisation de la DDASS. Les prélèvements existants devront être mis en conformité,

8 - les dépôts de déchets de tous types (organiques, chimiques, radioactifs,), y compris les déchets inertes, ne pourront être autorisés que :

- s'ils ne sont pas soumis à la réglementation des Installations Classées,
- . après étude de l'impact sur le point d'eau et avis du Conseil Départemental d'Hygiène et sous réserve du respect de ses conclusions,

9 - l'utilisation de produits phytosanitaires est autorisée sous réserve que les préparations et rinçages soient réalisés hors des périmètres de protection ou dans des lieux spécialement équipés,

10 - l'épandage de fertilisant organiques est autorisé, à l'exception des boues de stations d'épuration, sous réserve de ne pas excéder une dose annuelle de 170 kg d'azote à l'hectare.

11 - les zones de concentration du bétail devront être aménagées afin d'éviter le lessivage des déjections (aménagement des abreuvoirs, éloignement des zones de couche du milieu hydraulique superficiel).

IV - DISPOSITIONS GENERALES APPLICABLES à l'ENSEMBLE des PERIMETRES de PROTECTION

Les tests d'étanchéité des canalisations, fosses et aires prévus ci-dessus seront réalisés dans les règles de l'art et le compte rendu transmis à la DDASS par la Collectivité.

Les propriétaires ou exploitants des terrains sur lesquels certains équipements font l'objet de contrôles, travaux ou entretien devront faciliter l'accès du Service des Eaux à ces équipements.

DELAIS

ARTICLE HUIT - Les installations, activités, et dépôts existants à la date du présent arrêté devront satisfaire aux obligations de l'article SEPT dans un délai maximal de DEUX ANS.

REGLEMENTATION des ACTIVITES, INSTALLATIONS et DEPOTS dont LA CREATION ou LA MODIFICATION est POSTERIEURE au PRESENT ARRÊTE

ARTICLE NEUF - Postérieurement à l'application du présent arrêté, tout propriétaire d'une activité, installation ou dépôt réglementé qui voudrait y apporter une quelconque modification, devra faire connaître son intention à l'administration concernée (Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales).

Il devra préciser les caractéristiques de son projet et notamment celles qui risquent de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité de l'eau ainsi que les dispositions prévues pour parer aux risques précités.

Il aura à fournir tous les renseignements complémentaires susceptibles de lui être demandés. L'enquête hydrogéologique éventuellement prescrite sera effectuée aux frais du pétitionnaire par un géologue agréé en matière d'hygiène publique.

REALISATION des OPERATIONS de CLOTURE

ARTICLE DIX - Après leur acquisition en pleine propriété par la Commune de CHARAVINES, les terrains du périmètre de protection immédiate seront clôturés de façon efficace à sa diligence et à ses frais. Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales fera dresser un procès-verbal constatant la réalisation des opérations de clôture.

ACQUISITIONS

ARTICLE ONZE - La Commune de CHARAVINES est autorisée à acquérir, soit à l'amiable, soit par voie d'expropriation en vertu du Code de l'Expropriation pour cause d'utilité publique, les terrains nécessaires à l'établissement du périmètre de protection immédiate et qui ne seraient pas déjà sa propriété.

Ces acquisitions devront être réalisées, le cas échéant, dans un délai maximal de CINQ ANS à compter de la date du présent arrêté.

../..

PUBLICITE FONCIERE

ARTICLE DOUZE - Les servitudes instituées dans le périmètre de protection rapprochée du point de prélèvement d'eau seront soumises aux formalités de la publicité foncière par publication du présent arrêté à la Conservation des Hypothèques.

Une notification individuelle du présent arrêté sera faite aux propriétaires des terrains compris dans le périmètre de protection rapprochée.

Le Maire de CHARAVINES est chargé d'effectuer ces formalités.

DEPENSES CONSECUTIVES à l'APPLICATION de l'ARRÊTE

ARTICLE TREIZE - La Commune de CHARAVINES pourvoira aux dépenses nécessaires à l'application de cet arrêté tant au moyen de fonds libres dont pourra disposer la Collectivité que des emprunts qu'elle pourra contracter ou des subventions qu'elle sera susceptible d'obtenir de l'Etat, d'autres Collectivités ou d'établissements publics.

CONTRÔLE de LA QUALITE des EAUX

ARTICLE QUATORZE - Les eaux devront répondre aux conditions exigées par le Code de la Santé Publique : le contrôle de leur qualité sera assuré par la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales.

Compte tenu de la situation sanitaire de l'ouvrage, un suivi renforcé de la qualité est instauré. Il comprendra une analyse annuelle de type P2 telle que définie par l'annexe II du décret n° 2001-1220 cité aux visants ainsi qu'une recherche trimestrielle des hydrocarbures dissous. Ces analyses seront intégrées au programme réalisé au titre du contrôle sanitaire.

Compte tenu de la qualité des eaux brutes prélevées, définie par les analyses et études figurant au dossier d'enquête, le traitement de potabilisation de ces eaux comporte une désinfection au chlore gazeux.

Tout projet de modification de la filière de traitement existante ou des produits utilisés devra faire l'objet d'une demande d'autorisation préalable auprès du Préfet de l'Isère.

PLAN de SECOURS

ARTICLE QUINZE - La Commune de CHARAVINES devra réaliser dans un délai de DEUX ANS, un plan de secours décrivant les mesures mises en œuvre en cas de rupture de l'alimentation ou de pollution de la ressource.

DELAIS et VOIES de RECOURS

ARTICLE SEIZE - Conformément aux dispositions des articles L 214-10 et L.514-6 du Code de l'Environnement, le présent arrêté peut être contesté devant le Tribunal Administratif de GRENOBLE.

Les délais de recours sont les suivants :

- pour le demandeur : DEUX MOIS à compter de sa notification,
- pour les tiers : QUATRE ANS à compter de la publication au recueil des actes administratifs de la Préfecture de l'Isère.

MESURES EXECUTOIRES

ARTICLE DIX SEPT - Le Sous-Préfet de LA TOUR DU PIN, les Maires de CHARAVINES et d'APPRIEU, le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales, le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Ampliation de celui-ci sera adressée au Directeur Régional de l'Industrie de la Recherche et de l'Environnement et au Directeur Départemental de l'Équipement.

Cet arrêté sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de l'Isère.

Grenoble, le 18 février 2003

Le Préfet,

Pour le Préfet et par délégation
Le Secrétaire Général
Signé Dominique BLAIS

Pour ampliation
L'attachée, chef de bureau


Fabienne GUITARD

DEPARTEMENT DE L'ISERE



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DE L'ISERE

Commune de CHARAVINES

Protection de point d'eau potable
Mise en conformité de captage

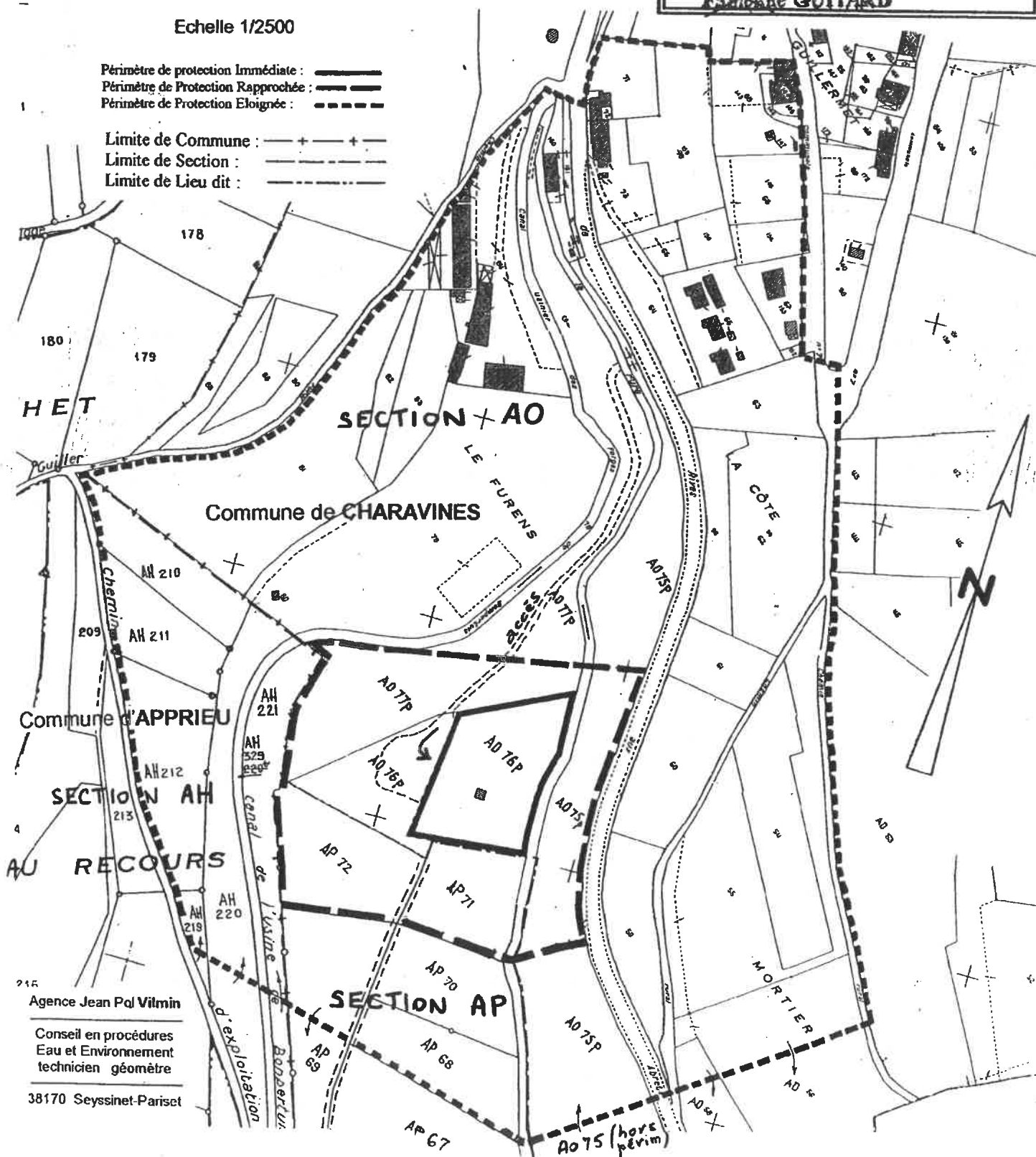
Forage du Guillermet

PLAN PARCELLAIRE

Echelle 1/2500

Périmètre de protection Immédiate : ————
Périmètre de Protection Rapprochée : ————
Périmètre de Protection Éloignée : - - - - -

Limite de Commune : — + — + — + —
Limite de Section : — - - - - -
Limite de Lieu dit : — - - - -



Vu pour être annexé à mon
arrêté n° 2003 / 01954

GRENOBLE, le 18 FEV. 2003
Pour le Préfet
et par délégation,
Le Chef de Bureau,

Fabrice GUITARD

Agence Jean Pol Vilmin

Conseil en procédures
Eau et Environnement
technicien géomètre

38170 Seyssinet-Pariset